



CHAPITRE 153

Loi des maîtres électriciens

INTERPRÉTATION

Interprétation :

1. Dans la présente loi les mots et expressions suivants, à moins que ce ne soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit :

« ministre »; 1° Le mot « ministre » désigne le ministre du travail de la province de Québec;

« code »; 2° « code » désigne le code de l'électricité qu'applique le Bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec;

« la corporation »; 3° « la corporation » signifie la Corporation des maîtres électriciens du Québec;

« conseil »; 4° « conseil » signifie le Conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec;

« membre de la corporation »; 5° « membre de la corporation » signifie une personne qui, étant maître électricien ou entrepreneur électricien, est admise dans la corporation conformément à la présente loi et aux règlements de la corporation;

« installations électriques »; 6° « installations électriques » signifie :
a) les installations électriques, les installations d'appareillage électrique, suivant la définition que le code de l'électricité, approuvé par le bureau des examinateurs de la province, donne à chacun de ces termes;

b) les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique, de force motrice électrique.

Sont compris dans tous les cas, les fils, câbles, conducteurs, accessoires, dispositifs, appareillage, montage, structures de bois, d'acier, ou montures de lignes, faisant partie de l'installation elle-même ou y étant reliés;

CHAPTER 153

Master Electricians Act

INTERPRETATION

Interpretation:

1. In this act, the following words and expressions, unless such construction is incompatible with the context, shall be interpreted as follows:

(1) the word "Minister" designates the Minister of Labour of the Province of Quebec;

(2) "Code" designates the electrical code applied by the Board of examining electricians of the Province of Quebec;

(3) "the corporation" means the Corporation of Master Electricians of Quebec;

(4) "council" means the provincial council of administration of the Corporation of Master Electricians of Quebec;

(5) "member of the corporation" means any person who is a master or electrical contractor, and is admitted to the corporation in conformity with this act and the regulations of the corporation;

(6) "electrical installations" mean:

(a) electrical installations, the installation of electrical apparatus, in accordance with the definition which the electricity code, approved by the board of examiners of the Province, gives to each of such terms;

(b) installations for electric lighting, electric heating and electric motive power.

Included in every instance are the wires, cables, conductors, accessories, appliances, equipment, fittings, structures of wood or steel or mountings for lines forming part of or connected with the installation itself;

« maître électricien »;

7° « maître électricien » signifie toute personne qui:

a) fait affaires comme entrepreneur électricien;

b) s'annonce comme tel;

c) s'oblige à exécuter ou à faire exécuter ou exécute comme tel et à son profit, des travaux d'installations électriques ou de réfection, de modification ou de réparation d'installations électriques, que ces travaux soient exécutés à titre onéreux ou gratuit, que la rémunération, s'il y en a une, soit à l'heure, à la journée ou à forfait, et que ces travaux soient faits en exécution d'une convention verbale ou écrite, expresse ou implicite;

d) prépare des estimations, fait ou présente des soumissions, personnellement ou par personne interposée, dans le but d'exécuter, à son profit, de tels travaux;

e) fait à ses frais, mais exclusivement à son usage personnel et à celui du Bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec, des plans en vue d'obtenir et d'exécuter à son profit de tels travaux;

f) emploie des apprentis électriciens ou des compagnons électriciens;

g) détient la licence « A » ou la licence « B » délivrée en application de la Loi des électriciens et installations électriques (chap. 152), ou une autre licence délivrée en vertu de la même loi pour une autre catégorie ou classe de licence « A » ou « B »;

« distributeur d'électricité »;

8° « distributeur d'électricité » désigne toute personne, société ou corporation qui exploite une entreprise de production, de vente ou de distribution d'énergie électrique;

« personne »;

9° ((« personne » signifie tout individu ou toute association, société, compagnie ou corporation douée de la personnalité juridique;

« compagnon »;

10° « compagnon » signifie une personne qui, étant reconnue comme tel par le Bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec, loue à ce titre ses services pour effectuer des travaux d'installations électriques ou de réfection, de modification ou de réparation d'installations électriques;

« apprenti »;

11° « apprenti » désigne une personne qui, étant reconnue comme tel par le Bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec, loue à ce titre

(7) "master electrician" means any person who: "master electrician";

(a) does business as an electrical contractor;

(b) advertises as such;

(c) undertakes to carry out or to cause to be carried out or carries out, as such and for his profit, electrical installation work or the renewing, altering or repairing of electrical installations, whether such work is done for payment or free of charge, whether the remuneration, if any, is by the hour, day or for a lump sum, and whether such work is carried out under any oral, written, expressed or implied agreement;

(d) prepares estimates, makes or submits tenders, either personally or by a person interposed, with a view to carrying out such work for profit;

(e) prepares plans at his expense, but solely for his own use or that of the Board of examining electricians of the Province of Quebec, with a view to obtaining and carrying out such work for his benefit;

(f) employs apprentice-electricians or journeyman electricians;

(g) holds the license "A" or "B" issued under the Electricians and Electrical Installations Act (Chap. 152), or any other license issued under such act for another category or class of license "A" or "B";

(8) "electricity distributor" designates any person, partnership or corporation operating an undertaking for the production, sale or distribution of electric power; "electricity distributor";

(9) "person" means any individual, association, partnership, company or corporation having legal status; "person";

(10) "journeyman" means any person recognized as such by the Board of examining electricians of the Province of Quebec who leases his services as such to carry out electrical installation work or the work of renewing, altering or repairing electrical installations; "journeyman";

(11) "apprentice" means any person recognized as such by the Board of examining electricians of the Province of Quebec who leases his services as such to

ses services pour exécuter des travaux d'installations électriques ou de réfection, de réparation ou de modification d'installations électriques;

« licence ».

12° « licence » signifie l'une ou l'autre des licences délivrées au maître électricien ou à l'entrepreneur électricien, en conformité des dispositions de la Loi des électriciens et installations électriques (chap. 152). La lettre que porte la licence identifie sa catégorie. 14 Geo. VI, c. 146, a. 2; 14-15 Geo. VI, c. 64, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 2.

Commerces non affectés.

2. Rien dans la présente loi n'autorise la corporation à réglementer ni contrôler les prix des marchandises servant aux installations électriques, des contrats d'entreprises en électricité. 14 Geo. VI, c. 146, a. 20.

CONSTITUTION DE LA CORPORATION

Constitution.

3. La corporation est constituée sous le nom de « La Corporation des maîtres électriciens du Québec ». 14 Geo. VI, c. 146, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 3.

Siège social.

4. Le siège social de la corporation est en la ville de Montréal ou à tout autre endroit de la province de Québec fixé par ses règlements après avis dans la *Gazette officielle de Québec*. 14 Geo. VI, c. 146, a. 4.

Membres.

5. Toute personne, qui y étant assujettie, se serait conformée entièrement aux dispositions de la Loi des électriciens et installations électriques (chap. 152) et, en outre, se conformera aux conditions et dispositions de la présente loi et des règlements édictés par la corporation, pourra devenir membre de la corporation. 14 Geo. VI, c. 146, a. 5.

Durée.

6. Les membres de la corporation seront membres tant et aussi longtemps qu'ils se conformeront à la présente loi et aux règlements de la corporation. 14 Geo. VI, c. 146, a. 6.

Non responsabilité.

7. Aucun membre ne sera en aucune manière tenu ou obligé de payer aucune dette ou réclamation due par la corpora-

carry out electrical installation work or the work of renewing, altering or repairing electrical installations;

(12) "license" means either of the licenses issued to master electricians or to electrical contractors under the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act (Chap. 152). The category of any license is identified by the letter which it bears. 14 Geo. VI, c. 146, s. 2; 14-15 Geo. VI, c. 64, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 2.

2. Nothing in this act shall authorize the corporation to regulate or control the prices of merchandise used in electrical installations or of electrical contracts. 14 Geo. VI, c. 146, s. 20.

Trade not affected.

INCORPORATION

3. The corporation is constituted under the name of "Corporation of Master Electricians of Quebec". 14 Geo. VI, c. 146, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 3.

Incorporation.

4. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Montreal or in any other place of the Province of Quebec fixed by its regulations following notice in the *Quebec Official Gazette*. 14 Geo. VI, c. 146, s. 4.

Corporate seat.

5. Any person who, being subject thereto, complies fully with the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act (Chap. 152) and, in addition, complies with the conditions and provisions of this act and the regulations made by the corporation, may become a member of the corporation. 14 Geo. VI, c. 146, s. 5.

Members.

6. The members of the corporation shall remain members as long as they comply with this act and the regulations of the corporation. 14 Geo. VI, c. 146, s. 6.

Duration.

7. No member shall be bound or obliged in any way to pay any debt or claim due by the corporation beyond the

No liability.

tion au delà du montant de sa contribution ou cotisation non payée. 14 Geo. VI, c. 146, a. 7.

amount of his unpaid contribution or assessment. 14 Geo. VI, c. 146, s. 7.

Titre.

8. Seuls les membres de la corporation peuvent prendre, porter ou employer le titre ou se prévaloir du nom de « maître électricien » en français, et de « Master Electrician » en anglais, et mettre après leur nom les initiales M. El. 14 Geo. VI, c. 146, a. 19.

8. Members of the corporation only **Title.** may assume, bear or use the title or avail themselves of the name of "Master Electrician" in English or "maître électricien" in French, or place after their names the initials M.El. 14 Geo. VI, c. 146, s. 19.

OBJET

Buts.

9. Le but de la corporation est d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité, de réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier, de faciliter et d'encourager leurs études, de leur permettre de discuter les questions les intéressant, de définir d'une façon plus précise les qualités requises pour devenir maîtres électriciens, ainsi que les obligations de responsabilités de ce métier; enfin de rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin. 14 Geo. VI, c. 146, a. 10.

9. The object of the corporation is **Object.** to increase the proficiency and ability of its members so as to assure to the public greater security, to regulate their discipline and business conduct, to facilitate and promote their studies, to enable them to discuss questions of interest to them, to define more precisely the qualifications required to become master electricians, as well as the obligations and responsibilities of the trade, and finally to render to its members generally all the services they may need. 14 Geo. VI, c. 146, s. 10.

POUVOIRS DE LA CORPORATION

Pouvoirs.

10. La corporation possède tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre ses fins et plus généralement ceux qui peuvent être exercés par les corporations ordinaires et, sans limiter aucunement les termes généraux du présent article, elle pourra:

- a) ester en justice;
- b) acquérir et posséder tous biens meubles;
- c) acquérir et posséder des biens immobiliers dans la province de Québec;
- d) administrer, vendre, louer, échanger, céder tout ou partie de ses biens ou autrement en disposer;
- e) contracter des engagements ainsi qu'emprunter sur le crédit de la corporation; hypothéquer, nantir et mettre en gage tout ou partie des biens de la corporation, mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, soit par acte d'hypothèque ou par acte de fidejcommis ou de toute autre manière qu'elle jugera convenable, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs. 14 Geo. VI, c. 146, a. 11.

POWERS OF THE CORPORATION

10. The corporation shall possess all **Powers.** the powers necessary to attain its objects and more generally those which may be exercised by ordinary corporations, and without in any manner limiting the general provisions of this section, it may:

- (a) appear before the courts;
- (b) acquire and possess any moveable property;
- (c) acquire and possess immovable properties in the Province of Quebec;
- (d) administer, sell, rent, exchange or assign all or part of its property or otherwise dispose of it;
- (e) undertake obligations as well as borrow on the credit of the corporation; hypothecate, mortgage and pledge all or part of the property of the corporation, moveable or immovable, present or future, either by deed of hypothec or by trust deed or in any other manner it may deem expedient, to secure the payment of such debentures or other securities. 14 Geo. VI, c. 146, s. 11.

Droits et
pouvoirs
des mem-
bres.

11. Subordonnement à la Loi des électriciens et installations électriques (chap. 152), toute personne faisant partie de la corporation aura les droits et pouvoirs nécessaires pour accomplir les fonctions de maîtres électriciens et entrepreneurs électriciens dans la province de Québec, tels que décrits par ladite loi et la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149), la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150) et les règlements adoptés sous leur empire, et le Code de l'électricité approuvé par le Bureau des examinateurs de la province, conformément à l'article 32 du chapitre 152. 14 Geo. VI, c. 146, a. 12.

POUVOIRS DU CONSEIL

Pouvoirs
du conseil.

12. Le conseil de la corporation peut:

1° adopter, modifier et abroger des règlements concernant l'administration de la corporation et la conduite de ses affaires à tous égards, la réalisation de ses objets et ses buts, l'exercice des droits et pouvoirs que la présente loi accorde à la corporation, ainsi que des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) les conditions d'exercice de la profession;
- c) la qualification, la compétence, l'admission, la discipline, la suspension et l'expulsion des membres de la corporation;
- d) l'examen d'admission dans la corporation et celui du certificat de spécialisation;
- e) la cotisation annuelle et les frais d'admission et d'examen;
- f) la convocation, la tenue, le quorum et la procédure des assemblées des membres de la corporation, de celles du conseil et des comités de la corporation et des sections;
- g) les indemnités et les allocations à accorder aux membres du conseil et aux officiers de la corporation;
- h) la création, la composition et les fonctions de comités qui auront tous les droits et pouvoirs que le conseil leur aura délégués;
- i) la nomination, la destitution, la rémunération, les devoirs et pouvoirs des

11. Subject to the Electricians and Electrical Installations Act (Chap. 152), every member of the corporation shall have the rights and powers necessary to carry on the business of master electricians and contracting electricians in the Province of Quebec, as described in the said act, the Public Buildings Safety Act (Chap. 149), the Industrial and Commercial Establishments Act (Chap. 150), and the regulations made thereunder, and the Electrical Code approved by the Board of examiners of the Province under section 32 of Chapter 152. 14 Geo. VI, c. 146, s. 12.

POWERS OF THE COUNCIL

12. The council of the corporation may: Powers of
council.

(1) make, amend and repeal regulations respecting the administration of the corporation and the management of its affairs in all respects, the attainment of its objects and purposes, the exercise of the rights and powers granted by this act to the corporation, as well as regulations respecting:

- (a) its internal management;
- (b) the conditions for carrying on the trade;
- (c) the qualification, competency, admission, discipline, suspension and expulsion of the members of the corporation;
- (d) the examination for admission to the corporation, and that for the certificate of specialization;
- (e) the annual assessment and the entrance and examination dues;
- (f) the calling, holding, quorum and procedure at meetings of the members of the corporation, of the council and of committees of the corporation and of sections;
- (g) the indemnities and allowances to be granted to the members of the council and officers of the corporation;
- (h) the establishment, composition and duties of committees which shall have all the rights and powers delegated to them by the council;
- (i) the appointment, dismissal, remuneration, duties and powers of the members of

membres des comités créés par la corporation;

2° diviser la province en sections pour les fins de l'application de la présente loi, créer pour chacune des sections un conseil de section, déterminer dans un règlement la désignation, la juridiction territoriale et la composition du conseil de section, le nombre et le mode d'élection de ses officiers et, en général, ses attributions et ses devoirs;

3° agir comme représentant de chacun ou d'un groupe de ses membres aux fins de négocier et signer en leur nom des conventions collectives de travail avec leurs employés, sous la réserve du droit de chacun des membres de former opposition en ce qui le concerne personnellement. 14 Geo. VI, c. 146, a. 13 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 4.

Ratification des règlements.

13. Les règlements adoptés par le conseil, à moins qu'ils n'aient été ratifiés dans l'intervalle à une assemblée générale des membres de la corporation convoquée à cet effet, ne restent en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des membres de la corporation, alors qu'ils cessent de l'être à compter de la date de cette dernière assemblée, s'ils n'y sont ratifiés. 14 Geo. VI, c. 146, a. 13 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 4.

Droit de désaveu.

14. Une copie de chaque règlement adopté par le conseil, ou par l'assemblée générale, doit être transmise sans délai par l'entremise du ministre au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut le désavouer dans un délai de six mois, et tout règlement ainsi désavoué devient nul et sans effet à compter de la date à laquelle la corporation a été avisée de ce désaveu. 14 Geo. VI, c. 146, a. 13 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 4.

Conseil provincial d'administration.

15. Les affaires de la corporation seront administrées par un conseil d'administration appelé « Le Conseil provincial d'administration » formé d'officiers et d'un certain nombre de membres de la corporation, tel qu'il sera de temps à autre statué par les règlements du conseil; les fonctions et devoirs, qualités et qualifications de ces officiers et membres ainsi que la date et le mode de leur élection ou

the committees established by the corporation;

(2) divide the Province into sections for the purposes of the application of this act, establish a section council for each section, determine by regulation the designation, territorial jurisdiction and composition of the section council, the number and mode of election of its officers, and generally its functions and duties;

(3) act as the representative of any member or group of members, for the purpose of negotiating and signing on their behalf collective labour agreements with their employees, saving the right of each member to object with respect to whatever concerns him personally. 14 Geo. VI, c. 146, s. 13 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 4.

13. The regulations made by the council, unless ratified in the meantime at a general meeting of the members of the corporation called for that purpose, shall remain in force only until the next annual meeting of the members of the corporation and shall cease to be in force from the date of such annual meeting, unless ratified thereat. 14 Geo. VI, c. 146, s. 13 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 4.

Ratification of regulations.

14. A copy of each regulation made by the council, or by the general assembly, shall be transmitted without delay through the Minister to the Lieutenant-Governor in Council who may disallow it within a period of six months, and every regulation so disallowed shall become null and void from the date on which the corporation was advised of such disallowance. 14 Geo. VI, c. 146, s. 13 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 4.

Right of disallowance.

15. The business of the corporation shall be administered by a council of administration called "The Provincial Council of Administration" composed of officers and a certain number of members of the corporation, as shall from time to time be determined by the regulations of the council; the functions and duties, qualities and qualifications of such officers and members, as well as the date and

Provincial council of administration.

désignation, leur remplacement au cas de vacance, au cas de mort ou autrement, seront fixées par les règlements du conseil. 14 Geo. VI, c. 146, a. 14.

manner of their election or designation, their replacement in the case of vacancies through death or otherwise, shall be determined by the regulations of the council. 14 Geo. VI, c. 146, s. 14.

Décisions
à la majori-
té.

16. Toutes les questions soumises aux assemblées de la corporation de même qu'aux assemblées du conseil seront décidées à la majorité des votes, sauf lorsqu'il en est autrement prescrit par la présente loi, chaque membre de la corporation ou du conseil ayant droit à un vote. Au cas d'égalité, le président de l'assemblée ou du conseil aura un vote prépondérant. 14 Geo. VI, c. 146, a. 15.

16. All questions submitted to meetings of the corporation or to meetings of the council shall be decided by a majority of the votes cast, except when otherwise prescribed by this act, each member of the corporation or of the council being entitled to one vote. In the case of a tie, the chairman of the meeting or of the council shall have a casting vote. 14 Geo. VI, c. 146, s. 15.

Decisions
by majori-
ty.

Compagnie ou
société.

17. Le maître électricien a le droit d'exercer sa profession par l'intermédiaire d'une compagnie ou société dont il fait partie; celle-ci a les mêmes droits et les mêmes obligations que s'il exerçait à titre personnel, pourvu qu'elle ait la licence « B » requise par la Loi des électriciens et installations électriques (chap. 152) et se conforme aux dispositions de la présente loi et des règlements de la corporation. La compagnie ou société doit être membre de la corporation, et, à ce titre, elle exerce la profession d'entrepreneur électricien.

17. A master electrician shall have the right to carry on his trade through a company or partnership of which he is a member; the company or partnership shall have the same rights and obligations as if the master electrician were acting personally, provided that it holds license "B" required by the Electricians and Electrical Installations Act (Chap. 152) and complies with the provisions of this act and the regulations of the corporation. The company or partnership must be a member of the corporation, and, as such, shall carry on the trade of electrical contractor.

Company
or part-
nership.

Restriction.

La corporation ne peut exiger que la compagnie ou la société compte parmi ses actionnaires ou sociétaires d'autres électriciens que celui qui l'a qualifiée pour l'obtention de la licence « B » et l'admission dans la corporation. 14 Geo. VI, c. 146, a. 18 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 6.

The Corporation cannot require the company or partnership to have among its shareholders or partners any other electrician than the one who has qualified it for license "B" and admission to the Corporation. 14 Geo. VI, c. 146, s. 18 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 6.

Restriction.

Prête-nom
interdit.

18. Il est interdit à un membre de la corporation de servir de prête-nom à une personne qui ne l'est pas. 14 Geo. VI, c. 146, a. 18 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 6.

18. No member of the corporation shall act as a prête-nom for a person who is not a member. 14 Geo. VI, c. 146, s. 18 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 6.

Prête-nom
forbiden.

Droits,
etc. sauve-
gardés.

19. La présente loi n'affecte pas les droits et privilèges conférés à la Corporation des ingénieurs du Québec et à ses membres, en vertu de la Loi des ingénieurs (chap. 262). 14 Geo. VI, c. 146, a. 17 (*partie*); 6-7 Eliz. II, c. 31, a. 3.

19. This act shall not affect the rights and privileges conferred on the Corporation of Engineers of Quebec and its members, under the Engineers Act (Chap. 262). 14 Geo. VI, c. 146, s. 17 (*part*); 6-7 Eliz. II, c. 31, s. 3.

Rights,
etc. safe-
guarded.

Idem.

20. Rien dans la présente loi n'affecte les droits et prérogatives des membres

20. Nothing in this act shall affect the rights and prerogatives of the members of

Idem.

de la Corporation des techniciens diplômés de la province de Québec et n'empêche le travail effectué par un technicien diplômé en vertu de la formation qui lui est donnée dans les Instituts de technologie régis par la Loi de l'enseignement spécialisé (chap. 242). 14 Geo. VI, c. 146, a. 17 (*partie*); 6-7 Eliz. II, c. 31, a. 3.

the Corporation of the Certified Technicians of the Province of Quebec and shall prevent work carried out by a certified technician in virtue of the training which he is given in the Institutes of Technology governed by the Specialized Schools Act (Chap. 242). 14 Geo. VI, c. 146, s. 17 (*part*); 6-7 Eliz. II, c. 31, s. 3.

Actes dérogatoires,

21. Sont déclarés dérogatoires à l'honneur du métier les actes suivants, mais non limitativement, la corporation étant autorisée à faire de semblables définitions par règlements:

1° le fait d'avoir été convaincu devant un tribunal compétent de contravention et d'infraction aux prescriptions de la Loi des électriciens et installations électriques (chap. 152), et aux règlements adoptés sous son empire;

2° le fait de frauder en connaissance de cause un client dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat. 14 Geo. VI, c. 146, a. 21.

21. The following acts are declared, but not limitatively, to be derogatory to the honour of the trade, the corporation being authorized to make similar definitions by regulation: Acts derogatory.

(1) Being found guilty by a court of competent jurisdiction of violations and infractions of the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act (Chap. 152) and of the regulations made thereunder;

(2) Wilfully defrauding a customer in the performance of any work or of a contract. 14 Geo. VI, c. 146, s. 21.

POURSUITES ET PEINES

PROSECUTIONS AND PENALTIES

Infractions et peines.

22. Toute personne qui, n'étant pas membre de la corporation en règle avec ses règlements:

- a) exerce dans la province de Québec comme maître-électricien;
- b) contrevient à la présente loi;
- c) laisse entendre, fait présumer ou croire, alors que ce n'est pas vrai, grâce à un titre ou à une qualité qu'elle utilise ou grâce à des lettres ou signes dont elle fait précéder ou suivre son nom, ou par tout autre moyen, qu'elle a le droit d'exercer la profession d'entrepreneur électricien, ou usurpe le titre de maître électricien ou d'entrepreneur électricien, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende de cent à deux cents dollars pour une première infraction, et de deux cents à mille dollars pour toute récidive dans les deux ans. 14 Geo. VI, c. 146, a. 22; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 7.

22. Any person who, not being a member in good standing of the corporation: Offences and penalties.

- (a) carries on business in the Province of Quebec as a master electrician;
- (b) infringes this act;
- (c) permits it to be understood, or causes it to be presumed or believed, when it is not true, either by a title or by a capacity which he assumes, or by placing letters or signs before or after his name, or by any other means, that he has the right to carry on the trade of an electrical contractor, or usurps the title of master electrician or electrical contractor, commits an infraction of this act and is liable to a fine of one hundred to two hundred dollars for a first offence, and of two hundred to one thousand dollars for each subsequent offence within two years. 14 Geo. VI, c. 146, s. 22; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 7.

Amendes.

23. Les amendes, imposées par la présente loi ou par les règlements que la corporation est autorisée à adopter, appartiennent à la corporation, et peuvent être recouvrées par elle seule, par ses repré-

23. The fines imposed by this act or the regulations which the corporation is authorized to make, belong to the corporation and may be recovered by the latter only, by its authorized represent- Fines.

sentants autorisés devant tout juge de paix ou devant un juge des sessions ou devant une Cour de magistrat en matière civile, ayant juridiction dans la localité ou l'offense a été commise ou dans la localité où la sommation ou la plainte est signifiée. 14 Geo. VI, c. 146, a. 23 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 8.

atives, before any Justice of the Peace or before a judge of the Sessions or before a Magistrate's Court in civil matters having jurisdiction in the locality where the offence was committed or in the locality where the summons or complaint is served. 14 Geo. VI, c. 146, s. 23 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 8.

Délai.

24. Ces actions ou poursuites peuvent être intentées dans les deux ans qui suivent l'infraction. 14 Geo. VI, c. 146, a. 23 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 8.

24. Such actions or proceedings may ^{Delay.} be instituted within two years after the offence. 14 Geo. VI, c. 146, s. 23 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 8.

BUREAU DES SOUMISSIONS

BID DEPOSITORY

Entente.

25. Le conseil peut conclure une entente avec une chambre de construction ou un fiduciaire pour l'établissement d'un bureau des soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.

25. The council may make an agree- ^{Agree-}ment with any builders' association or ^{ment.} a fiduciary for the establishment of a bid depository for tenders submitted respecting certain categories of work in a given territory.

Actes réputés dérogatoires.

À compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut, sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier et être passible des peines disciplinaires prévues par les règlements, sous réserve de tous recours civils qui peuvent naître de telles infractions:

After such an agreement comes into ^{Breaches} force, no member may, without being ^{deemed} guilty of an act derogatory to the honour ^{deroga-} of the trade and liable to the disciplinary ^{tory} penalties provided by the regulations, subject to any civil recourse which may arise from such offences:

a) soumissionner de quelque manière pour l'exécution des travaux compris dans les catégories définies par une entente, autrement que de la façon qu'elle prescrit;

(a) tender in any manner for the carrying out of work included in the categories defined by any agreement, otherwise than in the manner which it prescribes;

b) contracter pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente;

(b) contract for the carrying out of such work otherwise than at the price and upon the conditions of his tender submitted in accordance with such agreement;

c) accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en réduire le prix véritable;

(c) grant any reduction on the price of his tender or pay any commission, rebate, participation or other advantage having the effect of reducing the true price;

d) chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte. 14 Geo. VI, c. 146, a. 25; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

(d) endeavour to obtain information respecting a tender before it is opened. 14 Geo. VI, c. 146, s. 25; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

Contenu de l'entente.

26. Le conseil peut inclure dans l'entente toute stipulation aux fins:

26. The council may include in the ^{Contents}agreement any provision to: ^{of agree-}

a) de délimiter le champ d'application de l'entente; ,

(a) determine the field of application of the agreement;

b) d'établir un ou plusieurs bureaux de soumissions;

(b) establish one or more bid depositories;

c) de réglementer la régie interne et l'administration des bureaux de soumissions;

d) de constituer des comités et les charger d'administrer les bureaux de soumissions et d'assurer l'application de l'entente, ou leur confier toute autre tâche se rapportant aux soumissions;

e) de réglementer toutes les matières touchant à ces comités, telles que le nombre et la nomination des membres, leur remplacement, la rémunération ou l'indemnité qu'ils toucheront, le droit des comités de louer les services d'employés experts et de conseillers, leur régie interne et, en général, l'administration des bureaux de soumissions;

f) de fixer la contribution exigible du soumissionnaire dont la soumission a été acceptée et le coût des pièces, documents ou services fournis par le bureau des soumissions;

g) de réglementer tout ce qui touche à l'argent provenant de l'application de l'entente, comme la perception, la garde, le dépôt, l'emploi pendant la durée de l'entente et le partage de l'argent à la fin de l'entente, ainsi que les réserves nécessaires au bon fonctionnement du bureau des soumissions;

h) de s'assurer contre les risques que comporte l'activité du bureau des soumissions;

i) de décider, dans le cas où les plans ou devis ont été modifiés, les conditions et formalités de nouvelles soumissions;

j) de réglementer les modalités et les formalités des soumissions et la procédure à suivre en ces matières;

k) de déterminer les attributions du dépositaire des soumissions, ses droits et obligations, et le chiffre de sa rémunération;

l) de prendre, dans le cadre des pouvoirs conférés à la corporation, toute décision qui permette d'atteindre les fins de l'entente. 14 Geo. VI, c. 146, a. 26; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

(c) regulate the internal management and administration of bid depositories;

(d) establish committees and authorize them to manage bid depositories and to ensure the application of the agreement, or assign to them any other duty in connection with tenders;

(e) regulate all matters relating to such committees, such as the number and appointment of members, their replacement, the salary or indemnity that they shall receive, the right of committees to engage employees, experts and advisers, their internal management and the management of bid depositories generally;

(f) fix the assessment payable by the tenderer whose tender has been accepted and the cost of the exhibits, documents or services furnished by the bid depository;

(g) regulate everything relating to the money arising from the carrying out of the agreement, such as the collection, safe-keeping, deposit, use during the term of the agreement, and the division of the money at the end of the agreement, as well as the reserves necessary for the proper functioning of the bid depository;

(h) insure itself against the risks arising from the operation of the bid depository;

(i) decide, when the plans and specifications have been changed, the conditions and formalities of new tenders;

(j) regulate the clauses and formalities of tenders and the procedure to be followed in such matters;

(k) determine the duties of the depository of tenders, his rights and obligations and the amount of his remuneration;

(l) make within the scope of the powers granted to the corporation, any decision to further the achievement of the purposes of the agreement. 14 Geo. VI, c. 146, s. 26; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

Services à des personnes d'une autre profession, etc. 27. Les parties à l'entente peuvent autoriser le bureau des soumissions à rendre, aux conditions qu'elles ont arrêtées, les mêmes services à des personnes exerçant une autre profession ou un autre

27. The parties to the agreement may authorize the bid depository to furnish, on such conditions as they have decided, the same services to persons exercising another calling or carrying on

Services to persons in other trades, etc.

métier. 14 Geo. VI, c. 146, a. 27; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

Ententes autorisées. 28. La corporation peut, aux fins de l'article 27, faire des ententes avec des groupes, associations ou compagnies. 14 Geo. VI, c. 146, a. 28; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

Peine pour infraction. 29. Toute personne qui a obtenu, en contravention des dispositions de l'entente, un contrat d'exécution de travaux qui tombent dans l'une ou l'autre des catégories de travaux mentionnés à l'entente, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende égale à 5% du prix du contrat.

Recouvrement de l'amende, etc. L'amende est recouvrable sur poursuite intentée selon l'article 30; cependant, la condamnation à l'amende ne peut être prononcée qu'à l'exclusion de toute autre peine ou poursuite. 14 Geo. VI, c. 146, a. 29; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

Juridiction. 30. La poursuite en vertu de l'article 29 est de la compétence de la Cour de magistrat ou de la Cour supérieure, selon le montant de l'amende.

Procédure. La procédure prescrite au Code de procédure civile pour les matières sommaires s'applique.

District judiciaire. L'action doit être prise dans le district judiciaire où l'infraction a été commise, ou dans celui où se trouve le bureau des soumissions, ou dans celui où le défendeur a son domicile.

Délai. Elle peut être intentée dans les deux ans qui suivent le jour où la cause d'action a pris naissance.

Appel. Il y a appel dans tous les cas à la Cour du banc de la reine. 14 Geo. VI, c. 146, a. 30; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

Copie au lt-gouv. en conseil. 31. Un exemplaire de chaque entente doit être remis sans délai au lieutenant-gouverneur en conseil par l'intermédiaire du ministre. 14 Geo. VI, c. 146, a. 31; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 9.

EXCEPTIONS

Excep-tions. 32. La présente loi ne s'applique pas:
(a) aux mines ni aux ateliers de traitement de minerais régis par la Loi des mines (chap. 89);

another trade. 14 Geo. VI, c. 147, s. 27; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

28. For the purposes of section 27, the corporation may make agreements with groups, associations or companies. 14 Geo. VI, c. 146, s. 28; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

29. Every person who has obtained, contrary to the provisions of the agreement, a contract to carry out work falling within any category mentioned in the agreement, commits an infraction of this act and is liable to a fine equal to 5% of the contract price.

The fine shall be recoverable upon an action instituted in accordance with section 30; but the fine cannot be imposed except to the exclusion of any other penalty or proceeding. 14 Geo. VI, c. 146, s. 29; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

30. Proceedings instituted under section 29 shall be within the competence of the Magistrate's Court or of the Superior Court, according to the amount of the fine.

The procedure prescribed by the Code of Civil Procedure for summary matters shall apply.

The action shall be taken in the judicial district where the offence was committed, or in the district where the bid depository is located, or in that in which the defendant is domiciled.

It may be commenced within two years after the day when the cause of action arose.

In all cases an appeal shall lie to the Court of Queen's Bench. 14 Geo. VI, c. 146, s. 30; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

31. A copy of each agreement shall be forwarded forthwith to the Lieutenant-Governor in Council through the Minister. 14 Geo. VI, c. 146, s. 31; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 9.

EXCEPTIONS

32. This act shall not apply:
(a) to mines or to ore processing plants governed by the Mining Act (Chap. 89);

b) aux compagnies de téléphone, de télégraphe, dans l'exercice de leurs fonctions comme tels; aux distributeurs d'électricité et aux compagnies de chemins de fer utilisant la traction électrique; aux montage des fils dans le matériel roulant de chemin de fer;

c) aux travaux d'aviation et de marine faits sur les appareils mêmes;

d) à tout mécanicien de machines fixes portant un diplôme de première ou de deuxième classe pour l'exécution des travaux d'améliorations ou de réparations des moteurs et dynamos dans l'établissement où il est régulièrement employé;

e) aux travaux dans les stations électriques ou leurs succursales qui servent à la génération, la transformation ou la distribution d'un pouvoir électrique, soit par une corporation de services publics ou par un département municipal, ou par une coopérative d'électricité régie par l'Office de l'électrification rurale, lorsque le travail est fait par leurs employés sous le contrôle et la direction des officiers de ladite corporation, dudit service municipal, ou de la coopérative;

f) aux propriétaires d'édifices publics au sens de la Loi des électriciens et installations électriques pour les travaux de réfection, de modification ou de réparation, dans leurs édifices visés par un permis annuel délivré suivant ladite loi et exécutés par un détenteur d'une licence A-2 ou sous sa direction;

g) aux travaux exécutés au site et aux fins de l'Exposition Internationale de 1967, à Montréal, pour le compte d'un pays autre que le Canada par des ressortissants de ce pays. 14 Geo. VI, c. 146, a. 16; 12-13 Eliz. II, c. 47, a. 5.

(b) to telephone or telegraph companies in the exercise of their functions as such; to electricity distributors and to railway companies using electrical traction; or to wiring in railway rolling stock;

(c) to aviation and marine work done on the machines themselves;

(d) to any stationary engineer holding a first or second class diploma, for the performance of improvement or repair work on motors and dynamos in the establishment where he is regularly employed;

(e) to work in electrical stations or their branches used for generating, transforming or distributing electric power, either by a public service corporation or by a municipal department or by an electricity co-operative governed by the Rural Electrification Board, when the work is done by their employees under the control and direction of officers of such corporation, such municipal service, or of the co-operative;

(f) to owners of public buildings within the meaning of the Electricians and Electrical Installations Act for work of restoration, alteration or repair in their buildings contemplated by an annual permit issued under the said act, and carried out by a holder of licence A-2 or under his supervision;

(g) to work carried out at the site and for the purposes of the International Exhibition of 1967, at Montreal, on behalf of a country other than Canada by nationals of such country. 14 Geo. VI, c. 146, s. 16; 12-13 Eliz. II, c. 47, s. 5.